



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Pôle Environnement et Urbanisme

ARRETE PREFECTORAL N° du 1181 du 31 juillet 2023

portant ouverture d'une enquête publique sur une demande d'autorisation environnementale présentée par la société BEAUNE BRIOCHE (groupe la Boulangère), dont le siège social est situé « Les Cerisières » à Beaune (21200) pour la modification substantielle d'une installation de fabrication de produits alimentaires sur la commune de BEAUNE.

Le Préfet de la Côte-d'Or

VU le Titre II du livre Ier, chapitre III, section 1 du code de l'environnement concernant les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

VU le Titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11-IV du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

VU la demande déposée en préfecture le 29 septembre 2022 et complétée le 31 mars 2023 par laquelle la Société BEAUNE BRIOCHE (groupe la Boulangère) dont le siège social est situé Les Cerisières BP 357 21200 BEAUNE, sollicite la modification substantielle d'une installation de fabrication de produits alimentaires située Les Cerisières 21200 BEAUNE.

VU les pièces du dossier comprenant notamment une étude d'impact ;

VU les plans réglementaires produits à l'appui de la requête ;

VU le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 3 juillet 2023 ;

VU l'absence d'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) en date du 27 octobre 2022 ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 17 novembre 2022 ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Territoires SPAE (DDT), en date du 18 novembre 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral portant prolongation du délai de la phase d'examen d'une demande d'autorisation environnementale du 6 mars 2023 ;

VU la décision n° E23000068/21 du 24 juillet 2023 du Président du Tribunal Administratif de Dijon désignant le commissaire enquêteur ;

CONSIDERANT que l'établissement projeté constitue une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 3642.3 de la nomenclature des installations classées ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Objet et durée de l'enquête

Il sera ouvert une enquête publique du lundi 18 septembre 2023 à 9h au mercredi 18 octobre 2023 jusqu'à 17h00 soit 30 jours consécutifs, dans les communes de BEAUNE (siège de l'enquête) et LEVERNOIS, sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société BEAUNE BRIOCHE (groupe la Boulangère), dont le siège social est situé « Les Cerisières » à Beaune (21200) pour la modification substantielle d'une installation de fabrication de produits alimentaires sur la commune de BEAUNE.

Cette installation est rangée sous la rubrique 3642.3 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 2 : Décision

Le Préfet de la Côte d'Or est compétent pour délivrer ou refuser ladite autorisation d'exploiter cette installation classée.

ARTICLE 3 : Désignation du commissaire enquêteur

Par décision n° E23000068/21 du 24 juillet 2023 du Président du Tribunal Administratif de Dijon sont désignés en qualité de commissaires titulaire et suppléant ,

- Titulaire : Monsieur Gilles GIACOMEL,
- Suppléante : Madame Josette CHOUET-LEFRANC

ARTICLE 4 : Publicité de l'enquête

Un avis au public faisant connaître l'ouverture et les modalités d'organisation de l'enquête sera publié sur le site internet de la préfecture

<https://www.cote-dor.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Toute-la-reglementation-environnementale/ICPE>

et affiché, par les soins des maires, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute sa durée, aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs et éventuellement par tous autres procédés.

Le périmètre d'affichage correspond à un rayon minimum de 3 km autour de l'installation et concerne les communes suivantes :

Beaune
Vignoles
Levernois
Combertault
Ruffey-les-Beaune
Montagny- les-Beaune
Bligny-les-Beaune
Pommard
Sainte-Marie-la-Blanche

L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de chaque commune où il a lieu.

Le Responsable du projet procède à l'affichage du même avis et dans les mêmes délais sur les lieux prévus pour la réalisation du projet (article R123-11 alinéa III du Code de l'Environnement). L'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 fixe les caractéristiques et dimensions de l'affichage.

Dès le début de la phase d'enquête publique, le Préfet sollicite l'avis du conseil municipal des communes mentionnées ci-dessus et des autres collectivités territoriales, ainsi que leurs groupements, qu'il estime intéressés par le projet.

- la communauté d'agglomération Beaune Côte et Sud ;

- le conseil départemental de la Côte-d'Or.

Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture de l'enquête publique.

Un avis sera également porté à la connaissance du public dans deux journaux locaux de la Côte d'Or, « Le Bien Public » et « Le Journal du Palais », quinze jours avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête publique.

La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique (article L.123-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 5 : Déroulement de l'enquête et coordonnées du maître d'ouvrage

• Pendant toute la durée de l'enquête, les pièces du dossier comprenant notamment une étude d'impact, l'avis des services, seront déposées en mairies de Beaune (21200) et de Levernois où le public pourra en prendre connaissance pendant les heures habituelles d'ouverture.

- Mairie de Beaune (21200 siège de l'enquête) à l'annexe située 4 rue du Moulin Perpreuil du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00

- Mairie de Levernois (21200) 3A Place de l'Hauterot, 21200 Levernois les lundi et vendredi de 14h00 à 18h00 le mardi de 14h00 à 17h30.

- sur support papier à la Préfecture de la Côte d'Or - Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial - Pôle environnement et urbanisme - Section ICPE - de 9h30 à 11h30 et de 14 h 30 à 16 h 30 du lundi au vendredi.

- sur le registre dématérialisé mis en place jusqu'au Mercredi 18 octobre 2023 à 17h00 en se connectant sur l'adresse suivante :

<https://www.registre-dematerialise.fr/4782>

- sur le site internet de la préfecture :

<https://www.cote-dor.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Toute-la-reglementation-environnementale/ICPE>

- sur un poste informatique en mairies de Beaune, *siège de l'enquête*, et Levernois (cf adresse et horaires d'ouvertures cités ci-dessus)

• Pendant toute la durée de l'enquête, le public peut consulter le dossier et consigner ses observations et propositions écrites :

- sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, établi sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, tenu à sa disposition dans chaque lieu de l'enquête soit en mairies de Beaune (siège de l'enquête) et Levernois (cf adresse et horaires d'ouvertures cités ci-dessus)

- sur le registre dématérialisé mis en place jusqu'au mercredi 18 octobre 2023 à 17h00, en se connectant sur l'adresse suivante :

<https://www.registre-dematerialise.fr/4782>

- par courriel, jusqu'à la clôture de l'enquête publique soit au plus tard le mercredi 18 octobre 2023 à 17h00 sur l'adresse électronique du registre dématérialisé :

enquete-publique-4782@registre-dematerialise.fr

Les observations transmises par ce procédé seront publiées dans le registre dématérialisé et consultables à l'adresse :

<https://www.registre-dematerialise.fr/4782>

- Les observations pourront également être adressées par voie postale à Monsieur Gilles GIACOMEL, Commissaire enquêteur, en mairie de Beaune (21200 siège de l'enquête) à l'annexe située 4 rue du Moulin Perpreuil 21200 BEAUNE- avant la clôture de l'enquête soit au plus tard mercredi 18 octobre 2023 à 17h00.

• Des renseignements sur le projet peuvent être également demandés à :

Madame Bérengère FROMET
Coordinatrice Sécurité Environnement
e-mail : berengere.fromet@laboulangere-co.fr
Tél : 03 80 26 38 39
Port : 06 02 08 75 04

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour organiser l'enquête dès la

publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête conformément à l'article L123-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Permanences du commissaire enquêteur

Monsieur Gilles GIACOMEL, commissaire enquêteur désigné, se tiendra à la disposition du public aux jours et heures précisés ci-dessous,

► **Mairie de Beaune -annexe** située 4 rue du Moulin Perpreuil 21200 BEAUNE - *siège de l'enquête*

- lundi 18 septembre 2023 de 9h00 à 12h00
- mercredi 18 octobre 2023 de 14h00 à 17h00

► **Mairie de Levernois** 3A Place de l'Hauterot, 21200 Levernois

- Vendredi 29 septembre 2023 de 15h00 à 18h00

ARTICLE 7 : Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête à feuillets non mobiles et les documents annexés sont transmis sans délai au commissaire enquêteur et clos par ce dernier.

ARTICLE 8 : Rencontre avec le maître d'ouvrage

Après clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera dans la huitaine le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales, consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, un mémoire en réponse.

ARTICLE 9 : Rapport et conclusions

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Préfet de la Côte d'Or l'exemplaire du dossier d'enquête déposé aux mairies de Beaune et Levernois, accompagnés du registre et pièces annexées, ainsi que son rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées sur le projet relatif à la modification substantielle d'une installation de fabrication de produits alimentaires sur la commune de BEAUNE.

Le Préfet de la Côte d'Or adressera, dès leur réception, copie du rapport, de ses annexes et des conclusions du commissaire enquêteur à la personne responsable du projet et aux mairies où se sont déroulées l'enquête, pour y être sans délai tenue à la disposition du public durant un an.

Ces documents seront également consultables par le public pendant la même durée :

- à la Préfecture de la Côte d'Or - Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial - Pôle environnement et urbanisme - Section ICPE - de 9h30 à 11h30 et de 14 h 30 à 16 h 30 du lundi au vendredi
- sur le site internet de la préfecture :
<https://www.cote-dor.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Toute-la-reglementation-environnementale/ICPE>

- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante :

<https://www.registre-dematerialise.fr/4782>

La note de présentation non technique ainsi que les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront transmises, pour information, aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), dans les quinze jours suivant la réception du rapport du commissaire enquêteur.

ARTICLE 10 : Etude d'impact

En application de l'article R.122-12, le maître d'ouvrage devra verser l'étude d'impact relative au projet soumis à l'enquête, dans l'application informatique mise gratuitement à disposition par l'Etat, sous un format numérique ouvert pour une durée de quinze ans.

ARTICLE 11 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, la sous-préfète de Beaune, les maires de Beaune et Levernois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu' à :

- au président du Tribunal Administratif de Dijon,
- au commissaire enquêteur ;
- à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Unité Départementale Côte d'Or ;
- à l'Agence Régionale de Santé Bourgogne Franche Comté ;
- à la Direction Départementale des Territoires ;
- aux Archives Départementales de la Côte d'Or ;
- au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Côte-d'Or
- au Directeur de la Société BEAUNE BRIOCHE
- aux maires des communes concernées par le rayon d'affichage (article 4)

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale adjointe

Amélie GHAYOU